

Source : E-mail

2020 10 27

https://www.levif.be/actualite/belgique/covid-le-risque-d-un-long-reconfinement-dans-un-contexte-plus-tendu-qu-en-mars-analyse/article-normal-1350113.html?cookie_check=1603813354

Covid: le risque d'un long reconfinement dans un contexte plus tendu qu'en mars (analyse)

[Olivier Mouton](#)

Rédacteur en chef adjoint du Vif/L'Express

Un Comité de concertation a lieu vendredi après-midi. Des mesures plus fortes inévitables alors que les politiques dénoncent le manque de respect des règles, que le personnel soignant se sent déconsidéré et que le risque économique est géant.



De nouvelles restrictions attendues et **le risque d'un reconfinement, qui pourrait être de longue durée**: cette semaine précédant les vacances de Toussaint avance dans un contexte morose. Ce mardi soir, le gouvernement flamand doit décider de mesures plus restrictives, après avoir laissé les Wallons et les Bruxellois prendre les devants. Un nouveau Comité de concertation sera organisé vendredi après-midi, a annoncé le ministre de la Santé, Frank Vandenbroucke, avec, cette fois, la perspective d'un reconfinement sur la table.

Après avoir parlé de "vaguelette", puis osé le terme de "deuxième vague", le porte-parole interfédéral Yves Van Laethem, se rend désormais à l'évidence: "**Il faudra décider d'ici ce week-end si l'on doit passer en confinement total**, disait-il hier au JT de la RTBF. Il faut préparer tout pour un confinement, s'il n'y a pas d'amélioration fin de semaine."

Ce reconfinement, qui s'avance inexorablement pour les vacances de Toussaint et les vacances scolaires prolongées jusqu'au 11 novembre, pourrait être de plus longue durée. Car la deuxième vague, c'est pratiquement certain désormais, va dépasser la première en force, assure Catherine Linard, géographe de la santé. **Un reconfinement court et généralisé ne va pas tout résoudre.** "Nous

ne pourrons pas tout relâcher juste après sinon nous serons de nouveau confrontés à une escalade des cas d'infections, disait-elle hier soir à la RTBF. Nous sommes à des taux très élevés actuellement et la descente sera lente. Si on regarde les admissions dans les hôpitaux, nous sommes à 590 alors que nous étions à 629 au pic de la première vague. Ça ne fait donc aucun doute, nous allons dépasser la première vague. D'autant que ces chiffres sont nationaux. En Wallonie, la situation est plus délicate, et donc nous avons largement dépassé cette première vague". Des experts mettent d'ailleurs en garde sur le fait qu'un confinement... ne pourrait même pas garantir des fêtes de Noël normales!

Si un reconfinement devait être décidé, **il se ferait dans un contexte plus tendu qu'en mars-avril, lorsque la population faisait preuve de résilience**. Il n'est plus question d'applaudissement dans la rue pour le personnel soignant: celui-ci se sent déconsidéré, supporte la tension de la population face au chaos (des décisions politiques, des tests...) et présente un taux d'absentéisme bien plus important. Une minorité de plus en plus importante de citoyens ne respecte plus les règles et se montre même défiant face à l'épidémie.

Voilà ce que clamait Paul Magnette, bourgmestre de Charleroi et président du PS, lors du conseil communal de sa ville, lundi soir: "**Je ne sais comment faire pour convaincre nos concitoyens de redoubler d'efforts de précaution**, car il est clair qu'il existe un décalage entre la situation que traversent les hôpitaux et les comportements irresponsables d'une petite minorité de citoyens. Depuis sa mise en place après la deuxième guerre mondiale, jamais notre système de santé n'a été soumis à une telle pression, à la fois sur le plan humain, matériel, émotionnel et logistique. J'implore chacun de nos élus locaux de faire passer le message, d'appeler à la plus grande responsabilité."

Le message n'est pas éloigné de celui porté par son collègue libéral, dans un message public, publié lundi. Georges-Louis Bouchez demandait aux bourgmestres de punir ceux qui ne respectaient les règles et **mettait en garde contre la perspective d'un reconfinement de longue durée** et d'un état d'urgence prolongé, comme c'est déjà le cas en Espagne ou en France.

Lors d'un Facebook live, dans la foulée de ce message, il ajoutait : "Ces restrictions ont un impact psychologique sur nous. Nous ne sommes pas faits pour vivre sans liens sociaux. Mais soyons honnêtes, nous ne reprendrons pas une vie normale tant que nous n'aurons pas trouvé de vaccin. (...) **Croire que le problème ne va se régler que de façon politique, c'est une erreur**. Chacun a son niveau d'action. Nous avons une très grande responsabilité mais le citoyen en a une à son niveau." Quant au ministre des PME et des Classes moyennes, David Clarinval, il ajoutait : "Nous sommes en plein dilemme. Nous devons préserver la santé mais les dégâts économiques sont terribles. Certains indépendants sont au bord du suicide, nous devons les écouter."

La préoccupation économique est réelle et pèse sur le contexte du moment. Dans un message vidéo, **Pieter Timmermans, CEO de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) demande avec insistance de limiter au maximum les contacts** et d'éviter le plus possible les déplacements. Il souligne l'importance d'éviter des contacts rapprochés avec les collègues et invite les employeurs à s'organiser au mieux en concertation avec leurs collaborateurs.

Le message est ferme. "La seconde vague inflige non seulement un choc au niveau des soins de santé, mais confronte aussi les entreprises à des défis gigantesques. Car plus les mesures sont strictes, plus lourds seront les dégâts pour notre économie. Et **cela pourrait donner le coup de grâce à des dizaines de milliers d'entreprises, déjà au bord de la faillite à la suite du premier confinement**. Un deuxième confinement général affecterait si profondément les

fondements de notre économie que la viabilité de bon nombre d'entreprises s'en trouverait brusquement menacée et que d'innombrables travailleurs perdraient leur emploi."

"J'entends et je sais que les employeurs ne sous-estiment certainement pas la gravité de la situation, prolonge Pieter Teimermans. Et qu'ils mettent tout en oeuvre pour que chacun puisse travailler en toute sécurité. Mais dans notre sphère privée aussi, nous devons continuer à respecter scrupuleusement les règles. **Le télétravail n'a aucun sens si nous ne réduisons pas nos contacts privés**, et surtout si nous ne respectons pas les règles de distanciation, de port du masque et d'hygiène des mains. Si, tous ensemble, nous respectons scrupuleusement les règles, nous faisons en sorte que notre système de santé puisse continuer à fonctionner tout en préservant notre économie en évitant un deuxième confinement général."

L'enjeu est là, mais **le risque est réel qu'il soit déjà trop tard**